

A l'heure où l'Union européenne parvient à se doter d'un Traité réformateur propre à faire tourner la machine institutionnelle, la « rumeur du monde » bruisse à sa porte et l'oblige – ou devrait l'obliger... – à sortir au plus vite de l'épisode nombriliste où elle s'est tenue pendant deux ans. Qu'il s'agisse de ses relations avec la Russie, de la situation plus tendue chaque jour au Kosovo, des bruits de bottes à la frontière turco-irakienne ou du pourrissement en cours des relations euro-africaines, son étranger proche se rappelle à elle avec insistance. Dispose-t-elle, sur chacun de ces dossiers chauds, des outils d'analyse et de l'arsenal politico-diplomatique lui permettant de faire face ? Voir... La même question se pose pour la région plus lointaine mais non moins stratégique qu'est l'Asie centrale. Le « grand jeu » eurasiatique, parfaitement mis en lumière par Zbigniew Brzezinski, est ouvert depuis les indépendances de 1991, mais monte en intensité depuis quelques années avec la prégnance des questions énergétiques, le retour dominant de la Russie sur la scène internationale et les nouvelles et puissantes ambitions chinoises. L'Europe est-elle prête ? En tout état de cause, elle ne peut se désintéresser de la région, de ses ressources et de la profondeur stratégique qu'elle constitue pour elle. Une fois posé ce postulat, reste à savoir que faire... La présente Tribune plaide pour un partenariat renforcé avec le Kazakhstan, principal pays et principale puissance économique de la région, en quête de reconnaissance internationale, courtisé par Moscou et Pékin. Partenaire malaisé et à l'ouverture démocratique encore insuffisante, il offre néanmoins d'intéressantes opportunités pour une Union européenne qui ne doit plus avoir peur de défendre ses intérêts. Décryptage.

Le Kazakhstan, « porte d'entrée » de l'Union européenne en Asie centrale ?

Marlène LARUELLE

Chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen de l'EHESS (Paris)

Laurent VINATIER

Chercheur associé à l'Institut Thomas More, animateur du Project on Emerging Actors

> Marlène LARUELLE, 35 ans, diplômée de l'Institut des Hautes Études Internationales (Paris II Panthéon-Assas) et docteur de l'INALCO, est Visiting Fellow au Central Asia and Caucasus Institute (SAIS, Johns Hopkins, Washington D.C.) et chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen de l'EHESS (Paris). Parmi de nombreux ouvrages et articles, elle a publié *Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique* (en collaboration avec S. Peyrouse, Paris, Maisonneuve & Larose, 2004, ouvrage traduit en russe) et *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam* (en collaboration avec S. Peyrouse, Paris, Autrement-CERI, 2006).

> Laurent VINATIER, 31 ans, doctorant au CERI, chercheur associé à l'Institut Thomas More, animateur du Project on Emerging Actors, auteur de *L'islamisme en Asie centrale, géopolitique des mouvements islamiques, des réformateurs aux radicaux* (Paris, Armand Colin, 2002) et *Russie : l'impasse tchétchène* (Paris, Armand Colin, 2007).



α Introduction

Depuis plusieurs années, le Kazakhstan tente de se démarquer de ses voisins centre-asiatiques et de s'afficher sur la scène mondiale comme un partenaire de référence. En quête de reconnaissance de la part des grands acteurs internationaux, il joue avec habileté de l'équilibre triangulaire, entre Chine, Russie et Europe occidentale, au cœur duquel la géographie l'a placé. Dans le cadre d'une stratégie offensive en direction des institutions internationales, le Kazakhstan est candidat à l'OMC depuis 1996¹ et postule à la présidence de l'OSCE pour 2009². Le Kazakhstan verrait dans son élection la reconnaissance des efforts économiques et politiques menés depuis son indépendance.

L'Union européenne (UE), de son côté, cherche une nouvelle visibilité en Asie centrale afin de s'assurer de futurs partenariats énergétiques et de mettre en valeur son image de pôle régional médiateur ouvert sur les pays du Moyen-Orient et d'Asie. Leurs intérêts peuvent-ils se rencontrer ?

Géographiquement, le Kazakhstan est séparé de l'UE par plusieurs pays et ne bénéficie pas de sa politique de voisinage, celle-ci s'arrêtant à l'Ukraine et au Caucase. Politiquement, il a l'image d'un régime dur et sous influence de la Russie et de la Chine. Alors que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qualifiait les élections législatives du 18 août dernier de « légitimes, libres et démocratiques »³, les observateurs de l'OSCE relevaient « une certaine confusion et des incohérences » dans le scrutin⁴. Ces élections virent en tout cas la victoire du parti présidentiel avec plus de 80% des suffrages et la constitution d'un Parlement à un seul parti, confirmant ainsi la prééminence du président Noursoultan Nazarbaev, qui peut dorénavant se faire réélire sans limitation de mandat. Les interrogations légitimes sur le manque de transparence du régime ou sur la nouvelle loi sur le contrôle des médias ne manquent donc pas.

Malgré ces difficultés politiques indéniables, le Kazakhstan dispose d'atouts majeurs en Asie centrale qui ne peuvent être négligés dans la course économique mondiale. Ces atouts suscitent logiquement l'intérêt de l'UE, tant sur le plan énergétique, économique, régional, que par la capacité du pays à former de nouvelles élites tournées vers l'Ouest. Sa politique envers le Kazakhstan a été jusqu'ici plutôt timide ; elle s'est limitée à la signature d'un protocole d'accord, en décembre 2006, jetant les bases d'une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie et de l'utilisation pacifique du nucléaire⁵.

C'est sans doute le souhait de voir ces relations s'intensifier qui ont poussé Javier Solana, Haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et la sécurité commune, à apporter le 10 octobre dernier, lors d'un déplacement à Astana, le soutien implicite de l'UE à la candidature kazakhe à la présidence de l'OSCE en déclarant : « L'Union européenne se félicite de cette candidature qui prouve l'engagement du Kazakhstan en faveur de l'établissement de la paix, de la stabilité et de la démocratie. Dans ce sens, l'UE se réjouira des décisions concrètes qui illustreront [sa] détermination et [prépareront le] pays pour cette haute responsabilité »⁶.

On voit donc bien les forts motifs stratégiques qui peuvent pousser l'UE à s'investir aux côtés de ce pays très demandeur de partenariats. Constitue-t-il la bonne « porte d'entrée » dans la région ? La présente analyse vise à apporter quelques éléments de réponse.

¹ Voir http://www.wto.org/english/thewto_e/acc_e/a1_kazakhstan_e.htm.

² Sommet de Madrid, 29-30 novembre 2007. Voir : http://www.osce.org/cio/item_6_25587.html.

³ Voir <http://www.fr.rian.ru/world/20070818/72292352.html>.

⁴ Voir <http://assembly.coe.int/ASP/Press/StopPressVoi.asp?ID=1563>.

⁵ Voir <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1679&format=HTML&aged=1&language=EN&quiLanguage=fr>.

⁶ Voir http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/EN/discours/96433.pdf.



1 Le Kazakhstan, un partenaire économique privilégié ?

Si l'attention des observateurs se porte essentiellement sur la question énergétique, et donc sur celle de l'approvisionnement en hydrocarbures, on aurait tort de négliger le développement en cours d'autres secteurs économiques.

A. Les ressources énergétiques, un enjeu surestimé ?

1) Une réelle richesse pétrolière et gazière

Les ressources kazakhes en pétrole et en gaz pourraient en théorie assouplir la dépendance européenne vis-à-vis de la Russie et mettre en pratique la volonté des États-membres d'une politique de diversification énergétique. Le Kazakhstan est le second pays producteur et exportateur de pétrole en ex-URSS après la Russie. Avec les gisements de Tengiz et de Kashagan, il dispose de l'une des plus grandes régions pétrolifères encore inexploitées au monde avec des réserves prouvées d'au minimum 20 milliards de barils de pétrole et 65 000 milliards de m³ de gaz naturel. D'ici 2015, le Kazakhstan est censé entrer dans le club très fermé des dix plus gros exportateurs de brut de la planète avec 120 millions de tonnes par an. À terme, il est prévu que Kashagan produise 1,2 à 1,5 million de barils/jour, soit l'équivalent de ce qu'exporte actuellement le Kazakhstan.

2) Des contraintes fortes à l'exportation

Toutefois, ces réserves peuvent difficilement servir les objectifs de diversification de l'UE à court terme. Jusqu'à présent, le pétrole et le gaz kazakh continuent à transiter par la Russie dans leur immense majorité, à l'exception de l'oléoduc sino-kazakh en direction du Xinjiang, opérationnel depuis 2006, et d'un système de barges traversant la mer Caspienne jusqu'à l'Azerbaïdjan pour rejoindre l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui dessert l'Europe via la Turquie. Peu de solutions réalistes paraissent pour l'instant possibles afin de rallier l'Europe :

- Le projet, avancé par Total, d'un oléoduc via le Turkménistan et l'Iran dépend d'un règlement pacifique de la crise iranienne, ce qui rend peu probable sa réalisation dans les années à venir.
- Le projet d'un gazoduc transcaspéen capable de transporter 30 milliards de m³ annuels du Kazakhstan et du Turkménistan, dont l'étude de faisabilité vient d'être commandée par Washington, ne pourra pas devenir réalité avant au moins 2011, dans le meilleur des cas.
- L'idée d'un oléoduc sous-marin reliant le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan a été relancée ces derniers mois mais reste encore lointaine, bien qu'en théorie son seuil de rentabilité, au moins 20 millions de tonnes par an, puisse être rapidement atteint.
- Pour l'instant, seul le transfert par barges en direction de l'Azerbaïdjan puis de la Turquie est fonctionnel. Pour l'augmenter, Astana a mis en œuvre le Kazakhstan Caspian Transport System (KCTS), qui prévoit la transformation du petit port kazakh caspien de Kuryk en plaque tournante de l'exportation pétrolière. Il doit permettre au Kazakhstan de faire transiter 20 millions de tonnes de pétrole par an jusqu'au pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan.



3) La faible valeur ajoutée pour l'UE des réserves kazakhes

Le Kazakhstan aura donc du mal à se désenclaver de la Russie : la majorité de son pétrole et de son gaz continuera à traverser la Fédération russe via l'oléoduc Atyrau-Samara, le Caspian Pipeline Consortium et l'ancien gazoduc soviétique en direction de la Sibérie occidentale, qui est en cours de rénovation et doit se voir adjoindre une nouvelle extension. Les autorités kazakhes se sont également engagées à participer au pipeline Burgas-Alexandropolis, dans lequel la Russie voit une alternative à son principal concurrent, le Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Cet oléoduc, possédé pour moitié par Moscou, sera le premier contrôlé par l'État russe sur le territoire de l'Union européenne.

Toutefois, Astana cherche sa propre voie d'implantation en Europe. La compagnie nationale kazakhe KazMunaiGaz vient par exemple d'acheter les trois quarts des actions de la société pétrolière roumaine Rompetrol, qui possède près de 700 stations-services dans sept pays d'Europe et une usine de raffinage sur les bords de la mer Noire. Astana cherche ainsi à contourner la Russie, qui tente de maîtriser ses flux d'exportation mais également ses capacités de raffinage. La stratégie kazakhe est donc de créer petit à petit une logique économique justifiant un engagement plus visible vers l'Ouest dans le cadre des oléoducs Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Odessa-Brody.

Sur le court terme, on peut donc avancer que la stratégie de diversification des débouchés du Kazakhstan restera très limitée face à l'omniprésence de la Russie sur son marché énergétique. Pour autant, il paraît de l'intérêt même de l'UE de soutenir publiquement Astana dans sa volonté de démultiplier ses voies d'exportation.

B. Le Kazakhstan, future puissance en uranium

1) Le second pays au monde pour ses réserves d'uranium

Le Kazakhstan est le second pays au monde après l'Australie pour ses réserves d'uranium (estimées à environ un million de tonnes) et le troisième après le Canada en termes d'extraction. Selon les statistiques officielles, l'Agence nationale kazakhe à l'énergie atomique, Kazatomprom, pourrait produire 18 000 tonnes d'uranium en 2010, 27 000 tonnes en 2015, et maintenir ce niveau annuel de production jusqu'en 2050. Le pays n'a pas caché ses ambitions et espère devenir le premier producteur mondial d'uranium d'ici 2015. Moscou pensait s'être assurée la maîtrise de l'uranium kazakh grâce à l'accord signé en 2006, qui prévoit la création de plusieurs joint-ventures pour un coût total de 10 milliards de dollars. Cette coopération russo-kazakhe concerne l'enrichissement de l'uranium, la construction de réacteurs atomiques et l'exploitation des gisements situés dans le Sud du pays.

2) La recherche de nouveaux partenaires

Toutefois, si le partenariat avec la Russie reste pour l'instant incontournable, les autorités kazakhes cherchent, là encore, à diversifier leurs partenariats internationaux. Ainsi, Astana a signé un accord d'enrichissement de leur uranium avec la China Guangdong Nuclear Power Group au détriment de Moscou et a racheté à Toshiba 10% de ses parts du fabricant américain de réacteurs nucléaires, Westinghouse Electric Co. En devenant actionnaire minoritaire indirect de la société américaine, la société nationale kazakhe d'uranium, Kazatomprom, se fixe pour objectif de gagner en indépendance face à la Russie, vers laquelle Astana exporte à l'heure actuelle son uranium afin de l'enrichir, selon des normes qui ne sont pas celles des pays occidentaux.

Les autorités kazakhes souhaiteraient pouvoir vendre leur uranium enrichi sur les marchés internationaux sans l'intermédiaire russe et pénétrer le marché japonais en assurant d'ici quelques années un tiers des besoins de ce pays. Si la Chine et le Japon avancent rapidement leurs pions sur le marché local de l'uranium, une coopération de l'UE dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium



et de la construction de centrales serait probablement bien reçue par les autorités kazakhes. Celles-ci semblent en effet décidées à ne refuser aucune opportunité nouvelle de collaboration et doivent être encouragées dans cette voie afin de ne pas être tentées de s'ouvrir vers des pays ayant un usage du nucléaire non conforme au Traité de non-prolifération.

C. Une stabilité économique intérieure à encourager

Une stratégie offensive de l'UE envers le Kazakhstan ne devrait pas être exclusivement motivée par ses ressources en hydrocarbures et en uranium, car celles-ci sont difficilement utilisables à court terme. En revanche, les succès économiques du Kazakhstan augurent d'un développement économique régional plutôt sain que Bruxelles aurait intérêt à soutenir.

1) Le Kazakhstan, deuxième PIB de l'ex-URSS derrière la Russie

Le Kazakhstan est le deuxième pays le plus riche de l'espace postsoviétique : avec un PIB par habitant estimé à 9 400 dollars en 2006, il est classé juste derrière la Russie (environ 12 000 dollars) mais loin devant les autres pays d'Asie centrale (entre 8 500 et 1 300 dollars) et même l'Ukraine (environ 7 000 dollars). Il concentre la majorité du dynamisme économique de l'Asie centrale puisque son PNB représente 70% de celui des cinq États réunis. En outre, le Kazakhstan connaît un taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté relativement bas pour l'espace postsoviétique : il a réussi à le faire baisser de moitié en quinze ans (de 50% en 1992-1993 à moins de 25% aujourd'hui) alors que, dans les quatre autres pays de la région, plus de la moitié de la population est encore considérée comme « pauvre ». Moins marqué par de fortes disparités sociales que la Russie, le Kazakhstan a réussi à faire émerger des classes moyennes, gage de sa stabilité sur le long terme.

2) Un pays en manque de main d'œuvre : une politique migratoire accueillante

Depuis le début de la décennie 2000, le Kazakhstan est devenu le deuxième pays d'émigration pour les travailleurs centre-asiatiques après la Russie. Son rythme de développement économique lui permet d'absorber une part des travailleurs des pays voisins. Selon des estimations officielles, le pays compterait environ 500 000 travailleurs migrants, dont la moitié viendrait d'Ouzbékistan. Ils travaillent dans le domaine de la construction, dans les entreprises pétrolières et dans les exploitations agricoles, tout particulièrement cotonnières.

Le gouvernement kazakh mène une politique volontariste de légalisation de dizaines de milliers de personnes par an afin d'enrayer sa baisse de population et donc la disparition de la force de travail. Il s'est fait remarquer au dernier sommet de la CEI d'octobre 2007 en faisant adopter à son initiative un ensemble de mesures de protection juridique et sociale des migrants. Cette politique migratoire réfléchie contribue à assurer sa stabilité économique et son rythme de développement.

3) Une croissance économique qui ne repose pas exclusivement sur les hydrocarbures

Si la croissance kazakhe (entre 5 et 8 % par an depuis le début de la décennie) repose principalement sur les hydrocarbures (au moins 20 % de ses recettes budgétaires), elle a également permis de relancer l'économie du pays. Les secteurs liés aux ressources naturelles, comme la métallurgie lourde, ont réussi à dépasser la crise qui avait suivi l'effondrement de l'Union soviétique : plusieurs grands holdings comme la Eurasian National Resources Corporation, qui contrôle un tiers de l'économie kazakhe dans le domaine de la métallurgie, du charbon et des mines, ou Kazakhmys, le principal



producteur de cuivre du Kazakhstan, font partie des dix plus gros sociétés mondiales dans leurs secteurs respectifs. Outre l'industrie lourde, les domaines économiques les plus dynamiques sont celui du bâtiment (en particulier grâce à « l'appel d'air » suscité par la construction de la nouvelle capitale, Astana) et les transports. La société nationale kazakhe de télécommunications, Kazakhtelecom, est également considérée comme compétitive, tout comme les petites entreprises agroalimentaires, dont le dynamisme alimente partiellement le marché des pays voisins d'Asie centrale.

Le Kazakhstan paraît donc offrir de bonnes opportunités pour devenir un partenaire de référence pour l'UE en Asie centrale. Sa croissance économique, sa capacité à faire émerger des classes moyennes et à gérer habilement les flux migratoires lui garantissent un développement social sur le long terme – ce qui constitue un critère déterminant pour une UE toujours en quête de régimes stables à ses frontières méridionales et orientales.

2 La naissance d'une nouvelle puissance régionale ?

Le dynamisme économique du Kazakhstan en fait un modèle pour tous les États de la région, même si les dirigeants des pays voisins, à l'exception du Kirghizstan, ne reconnaissent pas officiellement cette suprématie. À ce titre, le Kazakhstan pourrait sans doute constituer la bonne « porte d'entrée » de l'UE pour l'ensemble de l'Asie centrale : le soutien apporté par Bruxelles à Astana profiterait à l'ensemble de la région.

A. Entre Russie et Chine, l'émergence d'un leader régional

Depuis la disparition de l'Union soviétique, le Kazakhstan n'a cessé de militer en faveur d'un rapprochement entre les États de la région et a joué un rôle stabilisateur favorable en promouvant la coopération régionale et en faisant ouvertement référence au modèle de l'UE.

1) Un rôle moteur au sein des espaces diplomatiques régionaux

La plus grande victoire du président kazakh Noursoultan Nazarbaev a été la fondation à son initiative, de la Communauté économique eurasiatique en 2000, qui regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et, depuis 2006, l'Ouzbékistan. Le Kazakhstan est à la pointe de tous les processus de régionalisation, que ce soit au sein de la Communauté économique eurasiatique (qui vient de mettre en place une union douanière au sommet de Douchanbe d'octobre 2007), de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective de la CEI ou de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)⁷. Bien que Kazakhstan soit particulièrement bien intégré dans ces trois institutions

⁷ Par ailleurs, il a joué un rôle stabilisateur dans le conflit concernant le statut de la mer Caspienne en arrivant à trouver une solution conjointe avec la Russie et l'Azerbaïdjan, et à signer des traités de démarcation de la frontière avec l'ensemble de ses voisins. Un premier accord a été signé entre le Kazakhstan et la Russie en 1998, puis, en 2002 et 2003, des accords tripartites Russie-Kazakhstan-Azerbaïdjan ont divisé la partie septentrionale de la mer selon une ligne médiane, avalisant ainsi la partition *de facto* des réserves de la Caspienne.



régionales, il est également favorable au développement de relations plus intenses avec l'Europe occidentale, qui lui éviteraient d'être avalé par le binôme russo-chinois.

Astana soutient en effet le projet TRACECA initié au début des années 1990 par l'UE et qui veut favoriser une route Est-Ouest : le président Nazarbaev a mentionné à plusieurs reprises que le Kazakhstan souhaitait devenir l'un des nœuds du transport routier et ferroviaire du vieux continent, matérialisant une ligne transcontinentale qui relie le port de Lianyungang sur la côte orientale de Chine à l'Europe occidentale. Cette stratégie s'inscrit également dans le projet CATIC (Development of Uniform Transport and Logistical System of Central Asian Transport and Industrial Corridor), soutenu par les autorités kazakhes afin de développer trois grands centres logistiques, celui de Khorgos à la frontière chinoise, celui de Taskal à la frontière avec la Russie, et le port d'Aktau sur la Caspienne. Afin d'éviter qu'une route Nord-Sud entre la Russie et l'Iran soit seule à orienter les flux routiers et ferroviaires de la région, l'Union européenne a tout intérêt à soutenir la politique kazakhe d'une promotion du corridor Est-Ouest.

2) La pierre angulaire des projets d'union régionale centre-asiatique

Le Kazakhstan reste également le pays moteur des diverses tentatives d'unions douanières et économiques entre les pays d'Asie centrale, comme la Communauté économique d'Asie centrale, fondée en 1998, renommée en 2001 Organisation de Coopération centre-asiatique (OCCA). En avril 2007, lors de sa visite à Bichkek, le président kazakh s'est de nouveau prononcé en faveur d'une Union des États centre-asiatiques fondée sur le modèle de l'Union européenne et a réitéré sa demande au sommet de la CEI d'octobre 2007.

Dans la pratique, ces structures régionales ne sont guère opérationnelles, mais le Kazakhstan s'intéresse avant tout à leurs retombées diplomatiques et politiques et souhaite apparaître comme le pays initiateur de la coopération régionale. Toutefois, dans le domaine de l'eau et de l'électricité, Astana a manifesté une réelle volonté d'obtenir des résultats concrets.

3) L'eau et l'électricité : pierres d'achoppement de la coopération régionale

Alors que les tensions entre les deux « châteaux d'eau » que sont le Tadjikistan et le Kirghizstan et les trois pays agricoles situés en aval que sont le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan n'ont cessé de s'aggraver depuis les indépendances, Astana a tenté, dès la fin des années 1990, de promouvoir une solution négociée au conflit. Les autorités kazakhes ont été les premières à accepter les revendications kirghizes et tadjikes, qui demandent aux trois pays receveurs de contribuer financièrement à l'entretien des centrales hydroélectriques et à la construction de nouvelles. La société nationale kazakhe d'électricité, Kazakh Energy Grid Operating Company (KEGOC) collabore également avec les autres compagnies centre-asiatiques afin de mieux réguler les flux électriques régionaux et atténuer ainsi les conflits interétatiques sur ces questions. Toutefois, malgré les efforts du Kazakhstan, la question du partage de l'eau reste aujourd'hui encore l'une des pierres d'achoppement de la coopération régionale.

B. Les investissements kazakhs dans les économies des pays voisins

Le décollage économique du Kazakhstan lui offre de nouvelles possibilités d'influence en Asie centrale. Astana cherche de plus en plus à investir hors de ses frontières afin de renforcer son leadership régional mais également de stabiliser les autres pays de la région.



1) Un impact positif sur le développement économique de ses voisins

Le Kazakhstan semble décidé à investir dans le développement du secteur bancaire, jusqu'à présent quasiment inexistant en Asie centrale, en particulier dans le domaine clé des fonds d'aide à l'investissement. Ainsi, le fonds d'État Kazyna et la Banque eurasienne sont appelés à devenir le fer de lance de la présence kazakhe en Asie centrale. La BERD vient tout juste de confirmer le renforcement de sa coopération avec Kazyna, en particulier dans le domaine de la diversification économique et la promotion de la concurrence, signe de l'intérêt de l'Union européenne pour cette solidité bancaire kazakhe⁸.

Par ailleurs, Astana a annoncé la naissance de deux Fonds d'investissement, kazakho-kirghiz et kazakho-tadjik, tous deux financés à 80% par le Kazakhstan. Ces fonds visent le soutien à des projets lourds dans l'industrie métallurgique, les infrastructures ferroviaires et électriques, l'exploitation du sous-sol et la construction de nouvelles stations hydroélectriques. Le dynamisme économique du secteur privé kazakh lui permet également de jouer un rôle de plus en plus important en Asie centrale, en particulier au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Enfin, après la Russie, le Kazakhstan est le principal fournisseur de blé des quatre autres pays centre-asiatiques qui, sans lui, ne parviennent pas à garantir leur autosuffisance en céréales.

2) Une stratégie de concurrence face à Moscou et Pékin

Cette implication grandissante du Kazakhstan dans l'économie des pays centre-asiatiques voisins ne s'explique pas uniquement pour des raisons économiques, mais également géopolitiques. Les autorités kazakhes sont en effet conscientes que la faiblesse intrinsèque du Kirghizstan et du Tadjikistan pourrait se révéler néfaste pour leur propre *success story* et que la spirale isolationniste de l'Ouzbékistan laisse présager d'importantes déstabilisations régionales. Les autorités kazakhes veulent donc apparaître comme le troisième pays leader de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) après la Russie et la Chine, et le second de l'OTSC et de la Communauté économique eurasienne après la Russie. Leur objectif est de renforcer l'intégration entre les États centre-asiatiques afin qu'ils puissent être moins dépendants de leurs voisins, et éviter que Moscou ou Beijing ne se pose en intermédiaire entre l'Asie centrale et le reste du monde.

Cette stratégie de « numéro trois » rend les autorités kazakhes particulièrement sensibles aux intérêts des pays occidentaux. En soutenant ce désenclavement de l'influence russo-chinoise, l'UE se garantirait non seulement le soutien du Kazakhstan, mais également un accès plus direct au reste de l'Asie centrale.

C. Un interlocuteur solide pour ses voisins centre-asiatiques

Depuis plusieurs années, le Kazakhstan se présente comme un interlocuteur de référence pour les autres pays d'Asie centrale et se veut l'un des intermédiaires entre les gouvernements voisins et la communauté internationale.

1) Le rôle du Kazakhstan au Kirghizstan

Le Kazakhstan se pose en « grand frère » du Kirghizstan depuis les années 1990. La présence kazakhe se veut avant tout économique et culturelle, mais également politique. Ainsi, le président Nazarbaev a récemment pris position sur les luttes incessantes entre la présidence et l'opposition

⁸ Voir <http://www.ebrd.com/new/pressrel/2007/071004.htm>.



kirghizes et invité le pays à se focaliser sur son développement économique afin de mettre fin à une instabilité politique chronique qui fait fuir les investissements étrangers. Les autorités kazakhes n'ont pas caché qu'elles surveillaient de près les tensions entre Nord et Sud au Kirghizstan et ont signalé qu'elles feraient tout pour éviter une déstabilisation de la partie kirghize de la vallée du Ferghana.

2) Le rôle du Kazakhstan en Ouzbékistan

Alors que les relations entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont été entravées par des conflits sous-jacents dès l'indépendance, on assiste depuis 2005 à un certain rapprochement entre les deux concurrents au leadership régional. La solidarité politique entre les régimes en place s'est accentuée depuis les « révolutions de couleur » de 2003-2005 et la présidence ouzbèke, très affaiblie par sa fuite en avant autoritaire, est aujourd'hui à la recherche du soutien des pays voisins. Il semble donc que Tachkent commence enfin à reconnaître le caractère incontournable de son partenariat avec le Kazakhstan et le rôle majeur que celui-ci joue dans la région.

3) Le rôle du Kazakhstan au Turkménistan

Depuis le changement de pouvoir au Turkménistan, Astana semble prendre de plus en plus d'ascendance sur Achkhabad. Les présidents des deux pays se sont rencontrés sept fois au cours de l'année 2007. Astana s'est proposée d'aider le Turkménistan à trouver les investisseurs étrangers nécessaires pour réaliser le tronçon turkmène du nouveau gazoduc caspien.

Les deux pays se sont mis d'accord pour des envois d'uranium brut extrait de gisements turkmènes qui seront enrichis au Kazakhstan, ainsi que pour l'utilisation par le Kazakhstan des polygones militaires turkmènes. Ils ont également paraphé un accord portant sur la construction d'une ligne de chemin de fer reliant les deux pays, et qui devrait ensuite rejoindre l'Iran en tant que partie du projet de corridor Nord-Sud devant s'étendre de la Russie à l'Iran. Les autorités kazakhes se posent aujourd'hui très nettement en mentor du jeune gouvernement turkmène et en intermédiaire direct entre ce dernier et la communauté internationale.

3 De nouvelles élites en voie de formation ?

Le Kazakhstan est le seul pays d'Asie centrale qui semble avoir compris l'importance de réformer le fonctionnement de l'État sur un mode plus effectif et de disposer de nouvelles élites formées sur le modèle international.

Si cette attitude reste encore entravée par d'importants dysfonctionnements, l'UE ne peut qu'encourager les autorités kazakhes dans cette voie de modernisation et de rapprochement des standards internationaux, qu'il s'agisse du rôle de l'État, de la formation des jeunes générations ou de la constitution d'un lobby pro-européen au sein de l'élite.



A. Le fonctionnement de l'État

1) Les défis du clientélisme et de la corruption

La corruption et le clientélisme restent très présents dans le fonctionnement de l'État et l'obtention des postes administratifs ; l'opposition politique est limitée dans sa possibilité d'accéder aux médias ; l'équilibre des pouvoirs et l'autonomie de la justice ne sont pas respectés, le système électoral est favorable à la domination du seul parti présidentiel. Toutefois, le président Nazarbaev paraît bénéficier d'un réel soutien populaire grâce à une croissance économique soutenue et à sa capacité à éviter les déstabilisations qui avaient menacé le pays dans les années 1990.

L'opposition politique n'a que peu d'alternatives économiques et sociales à proposer face à ces succès et dispose de peu de crédibilité dans l'opinion publique. La lutte contre la corruption de l'administration et la promotion de la décentralisation sont censées constituer les éléments centraux du nouveau mandat présidentiel, même si elles n'ont pas eu, pour l'instant, de résultats tangibles.

2) L'apprentissage de la maîtrise des ressources

Cependant, le Kazakhstan semble avoir pris conscience du risque de « maladie hollandaise » liée à ses richesses en hydrocarbures. Alors que, dans les années 1990, sa logique de gestion relevait de l'enrichissement immédiat par une privatisation sauvage, le pouvoir central a ensuite réussi à mettre en place des mécanismes de maîtrise de sa manne financière, comme le Fonds National de la République du Kazakhstan et le Fonds Kazyna, qui sont censés accélérer la diversification économique et industrielle du pays et lui garantir un développement durable. La même année, Astana a créé le holding Samruk (qui regroupe KazMunaiGaz, la poste, les télécoms, les chemins de fer et la société d'électricité du Kazakhstan), qui a pour fonction de rationaliser la gestion quotidienne des grandes sociétés nationales afin de les faire reposer sur les mécanismes de marché et de diminuer la corruption de l'administration les ayant en charge.

Le droit de regard du Parlement dans la gestion de la manne pétrolière (dépenses immédiates de hausse du niveau de vie de la population ou sauvegarde pour les générations futures) a également été accru.

3) Une redistribution régionale des richesses plus effective

Dès l'indépendance, le Kazakhstan s'est engagé en faveur de l'économie de marché et a mis en place une « thérapie de choc » sur le modèle de la Russie. Néanmoins, il cherche aujourd'hui à prendre en considération les conséquences sociales importantes qui en ont résulté. Ainsi, une certaine redistribution des richesses en direction des régions semble se dessiner, ce qui permettrait de faire disparaître les tensions récurrentes entre la capitale, les régions les plus pauvres et les régions productrices de pétrole.

La région d'Atyrau, principal lieu d'extraction pétrolière du pays, voit par exemple le niveau de vie de sa population augmenter alors que, dans les années 1990, la manne financière partait principalement en direction de la nouvelle capitale, Astana. Des programmes de développement des régions les plus pauvres, situées dans le centre du pays, ainsi que d'aide aux milieux ruraux, ont été mis en place. Le rôle des gouverneurs régionaux dans cette décentralisation semble crucial et est appelé à prendre de l'ampleur.



B. Des programmes de formation des élites à l'occidentale

1) Le programme *Bolachak* (« Futur »)

Le Kazakhstan est également le seul pays d'Asie centrale à avoir su anticiper le besoin de nouveaux cadres pour le pays, en prenant modèle sur les systèmes de formation à l'étranger déjà en vigueur dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Dès 1993, l'État kazakh a créé les bourses d'études dites *Bolachak* pour envoyer les meilleurs étudiants à l'étranger. Les frais de scolarité sont entièrement payés, ainsi qu'un petit salaire mensuel. La majorité des étudiants partent pour un master ou un doctorat. Jusqu'à 3 000 bourses sont disponibles par an, bien que l'État peine à trouver des candidats ayant une connaissance d'une langue étrangère suffisamment solide pour pouvoir partir. Les bourses sont censées être distribuées selon des critères méritocratiques, mais il semble que la corruption permette parfois d'acheter ce privilège et que la demande financière exigée par l'État empêche les milieux modestes d'accéder à cette formation. Malgré ses limites, le programme *Bolachak* a déjà obtenu des résultats certains.

2) Des jeunes promus à des postes à responsabilité

En effet, alors que les jeunes Ouzbeks qui ont étudié à l'étranger sont aujourd'hui soumis à une forte suspicion, les élites kazakhes revenues de formation à l'étranger réussissent à faire valoir leurs diplômes et leurs formations. Les étudiants du programme *Bochalak* ont pour obligation de travailler durant au moins cinq ans dans l'administration. Depuis quelques années, ils sont également autorisés à travailler dans les entreprises privées, confirmant ainsi la prise de conscience par les autorités de la nécessité d'un secteur privé géré de manière effective.

Les principaux domaines du programme *Bolachak* sont les sciences appliquées, le management administratif et les affaires (marketing, droit commercial, etc.). De nombreux hauts fonctionnaires et directeurs de cabinets dans les ministères stratégiques (Economie, Budget, Affaires étrangères) sont particulièrement jeunes (une trentaine d'années) et ont souvent été formés à l'étranger. La jeunesse de l'administration kazakhe confirme que la promotion sociale est actuellement favorable à ces générations ayant étudié hors du pays.

3) Des milieux estudiantins tournés vers l'Ouest

Plus généralement, les milieux estudiantins sont, dans leur ensemble, très largement tournés vers l'extérieur. Une majorité des jeunes souhaitent partir étudier à l'étranger. Si la Russie reste un lieu de formation prisé mais très « classique », des nouvelles destinations se développent. Le gouvernement chinois invite par exemple à ses frais chaque année quelques milliers d'étudiants kazakhs. À l'exception de la Turquie, les destinations au sein du monde musulman sont réservées aux étudiants en théologie ou aux personnes particulièrement marquées par l'islam, qui sont minoritaires. Les États-Unis et l'Europe occidentale font bien évidemment partie des destinations les plus en vue.

Les programmes d'études pour les étrangers étant devenus très chers en Russie, de nombreux étudiants seraient prêts à partir, pour un prix à peu près équivalent, dans les pays de l'UE si les possibilités d'admission étaient simplifiées.



C. Des élites pro-européennes ?

1) Les stratégies internes des cercles gouvernementaux

Si les solidarités liées aux réseaux territoriaux (les « hordes ») restent bien présentes, elles ont toutefois perdu de leur poids face à de nouvelles solidarités reposant sur des intérêts économiques ou des stratégies politiques communes, qui peuvent parfois aller à l'encontre des liens claniques.

Plusieurs cercles d'influence se partagent le pouvoir : le premier est celui de la famille présidentielle (dominée par le président lui-même, ses trois filles et leurs gendres, mais secouée par l'éviction récente du mari de la fille aînée, Rakhat Aliev) ; le second est celui des compagnons du président, qui contrôlent principalement l'Administration présidentielle (parmi eux : Nourtai Abykaev, Boulat Outemouratov, Marat Tazhin et Imangali Tasmagambetov) ; le troisième est celui des oligarques dont la fortune est indépendante du pouvoir, comme le groupe d'Alexandre Machkevitch, qui accueille de nombreux entrepreneurs venant des minorités nationales, et celui de Nourlan Soubkhanberdin, qui a sympathisé un temps avec l'opposition mais semble aujourd'hui être de nouveau fidèle au pouvoir.

2) Une nouvelle génération au parcours international

Le gouvernement kazakh est actuellement composé de plusieurs anciens ambassadeurs, signe que l'expérience internationale est valorisée. C'est le cas du ministre de l'Éducation nationale, Janseit Touimebaev, ancien ambassadeur du Kazakhstan en Russie, du ministre de l'agriculture Akhmetjan Yesimov, ancien ambassadeur en Grande-Bretagne et au Benelux et président de la mission kazakhe à l'Union européenne et à l'OTAN, et du Secrétaire d'État Kanat Saoudabaev, ancien ambassadeur en Grande-Bretagne, en Turquie et aux États-Unis.

Par ailleurs, une nouvelle génération d'hommes politiques est en train d'arriver à des postes à responsabilité, contrebalançant la « veille garde » de formation soviétique. La moitié des ministres de l'actuel gouvernement kazakh sont en effet nés dans les années 1960. La principale figure représentative du parcours de cette nouvelle génération est le Premier ministre Karim Masimov, né en 1965. Diplômé de l'Université de Pékin, il a été le représentant du ministre des Affaires étrangères en Chine à Urumqi et a dirigé la mission commerciale kazakhe à Hong Kong. Il parle chinois, anglais et arabe et a également séjourné en Russie et aux États-Unis.

3) Existe-t-il un lobby pro-européen ?

Même si les partis d'opposition se présentent comme nettement pro-occidentaux, les élites politiques en poste le sont tout autant. Ainsi, à la différence d'autres pays postsoviétiques, un renversement du pouvoir au Kazakhstan ne signifierait pas nécessairement la mise en place d'une politique plus pro-occidentale. S'il semble bien exister un « lobby sinophile », il n'y a pas à proprement parler de « lobby pro-européen » parmi les élites kazakhes, puisque la volonté d'une ouverture sur l'Ouest est communément admise par tous. L'ensemble de la classe politique kazakhe, malgré ses dissensions internes, soutient en effet une stratégie « multi-vectorielle », cherchant à diversifier au maximum les partenariats afin d'éviter la domination du binôme russo-chinois. Dans ce cadre, toutes les initiatives venant de l'UE sont plutôt accueillies favorablement, sachant que le choix de l'Europe ne se fait pas au nom d'un principe abstrait d'euro-péanisme, mais de la défense concrète des intérêts économiques et géopolitiques du pays.



Conclusion et recommandations

Il n'est pas question de discuter ici de l'intérêt européen à l'égard de la région centre-asiatique. Les responsables bruxellois comme les États membres perçoivent parfaitement l'importance stratégique de la zone. Peu avant de prendre la présidence du Conseil au premier semestre 2007, l'Allemagne, par exemple, avait placé l'Asie centrale, la région de la mer Noire et la Russie (dans cet ordre) au cœur de son mandat européen⁹.

Le soutien affiché à la candidature kazakhe à la présidence de l'OSCE de la plupart des pays, Allemagne et France en tête, mais à l'exception notable du Royaume-Uni, en témoigne encore. Trois raisons majeures commandent ce regain d'intérêt stratégique : les risques d'instabilité pour cette région à proximité de l'Afghanistan, de l'Iran, de l'Inde et du Pakistan ; les efforts des États centre-asiatiques pour contenir le fondamentalisme islamique ; et, bien sûr, leurs vastes ressources énergétiques. Néanmoins, la politique européenne en Asie centrale ne progresse guère, laissant cette partie du monde dans un trop lointain « voisinage ».

L'engagement manqué de l'UE tient bien sûr à une redéfinition des priorités européennes, à la fois intérieures et extérieures. La relance institutionnelle de l'Europe (le traité réformateur), le Kosovo, la relation à la Russie se sont clairement imposés dans l'agenda de la Commission comme du Conseil. Il ne faudrait pourtant pas sous-estimer certaines réalités régionales.

Il semble ainsi particulièrement délicat de proposer une approche d'ensemble : aborder sans distinction et globalement les cinq États de la zone ne paraît pas faciliter l'implantation et l'approfondissement des relations. Il s'avère également essentiel de mettre en avant des partenariats concrets qui répondent aux enjeux de puissance des États destinataires et qui ne relèvent pas simplement de coopérations généralisantes, telles que la réforme des institutions au nom d'une plus grande transparence, le développement durable ou l'efficacité administrative. Au regard des expériences européennes en Asie centrale, largement peu effectives, il convient ici de poser les jalons d'une nouvelle démarche stratégique.

L'UE aurait plutôt intérêt à s'appuyer sur un seul État, qui lui ouvrirait les portes de la région. Il serait préférable d'avoir un garant local, un allié qui se porterait caution des engagements extérieurs, européens en l'occurrence, dans la zone. Le Kazakhstan, manifestement, constitue le meilleur candidat à cette fonction. Ses atouts, la configuration géopolitique qui le caractérise et l'ouverture balbutiante mais réelle de ses élites vers l'Ouest, le rendent quasiment incontournable. Il est en attente de propositions et d'initiatives européennes. Une telle démarche volontariste pourrait avoir pour effet, selon les vertus secondes du *soft power* européen, de pousser plus avant le pays sur le chemin de la réforme et de l'ouverture politique, comme nombre d'observateurs et d'acteurs internationaux l'y invitent.

La stratégie de l'UE en direction de l'Asie centrale devrait donc cibler prioritairement le Kazakhstan et privilégier les trois domaines explorés dans la présente étude (énergie, rôle régional, formation des élites), sur lesquels il est possible de formuler les recommandations suivantes :

⁹ Déclaration de Frank-Walter Steinmeier, ministre des Affaires étrangères, Bruxelles, 19 décembre 2006. Voir : <http://www.rferl.org/featuresarticle/2006/12/27FD5568-A750-45DB-8C75-7308342A9222.html>.



Energie

- 1) **Soutien politique explicite de l'UE à tous les projets de diversification des voies d'exportation du gaz et du pétrole kazakhs**, en particulier les projets d'oléoduc transcaspien reliant le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan et de gazoduc entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Cette initiative aurait pour effet d'encourager le Kazakhstan qui, fort d'un tel soutien diplomatique, pourrait se permettre de mieux résister aux pressions russes visant à monopoliser l'acheminement des hydrocarbures kazakhs.
- 2) **Développement de partenariats européens en matière d'exploitation et d'enrichissement de l'uranium kazakh**. L'UE pourrait par exemple, à l'aide de mécanismes financiers, faciliter l'enrichissement de l'uranium kazakh ailleurs qu'en Russie ou qu'en Chine. De même, les États-membres concernés par le nucléaire, à l'instar de la France et d'Areva, pourraient inciter leurs entreprises nationales à s'associer avec Kazatomprom en charge de l'exploitation des mines. Le Kazakhstan pourrait ainsi sortir de sa dépendance industrielle et commerciale vis-à-vis de la Russie et éviter une domination trop nette de la Chine qui pourrait prendre dans les années à venir une place prépondérante dans l'exploitation, l'enrichissement et la vente de l'uranium kazakh.

La prééminence régionale

- 3) **Renforcement des aides et facilités financières de la BERD aux fonds d'investissement kazakhs au Kirghizstan et au Tadjikistan**. Il faudrait simplement étendre à ces structures le récent accord conclu avec le fonds Kazyna et l'assortir d'un prêt de soutien, en signe d'engagement manifeste de la BERD. L'UE favoriserait ainsi indirectement mais de manière effective le développement économique de l'Asie centrale.
- 4) **Revitalisation du projet TRACECA**, qui place le Kazakhstan au cœur du corridor Est-Ouest reliant la Chine à l'Europe. Face aux efforts diplomatiques des États caspiens¹⁰ qui voudraient créer une voie de communication privilégiée Nord-Sud, il est urgent de redonner à TRACECA, et au Kazakhstan en particulier, une perspective sino-européenne.
- 5) **Association diplomatique du Kazakhstan à une initiative stratégique européenne en direction du gaz turkmène**. Il est peu probable que le Turkménistan puisse résister seul à la Russie qui cherche à s'assurer sur le long terme le contrôle commercial total de l'exportation du gaz local. Or, l'UE précisément aurait besoin de ces ressources gazières pour alimenter un gazoduc en projet traversant le Caucase, puis la Turquie jusqu'en Hongrie (Nabucco). L'implication du Kazakhstan aux côtés de l'Europe pourrait permettre d'affaiblir les réticences ou prudenances turkmènes.

¹⁰ Le second sommet des États caspiens s'est tenu à Téhéran le 16 octobre 2007. Il a réuni, outre le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, les présidents russe, Vladimir Poutine, azerbaïdjanais Ilham Aliiev, kazakh Noursoultan Nazarbaev and turkmène Gourbangouly Berdymoukhamedov.



Les élites kazakhes

- 6) **Ouverture de formations ou cursus universitaires financés par les États-membres de l'UE.** Les jeunes étudiants kazakhs profitent actuellement de telles possibilités en Chine, mais pourraient être tout à fait disposés à se rendre en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni pour terminer ou compléter leurs études. Ces étudiants accédant à des responsabilités ministérielles ou industrielles au Kazakhstan, seront, dans leur majorité, les meilleurs avocats de relations approfondies avec l'Europe. Il n'y a guère en tout cas d'autres moyens de faire émerger un lobby kazakh pro-européen.

- 7) **Création d'un groupe d'amitié spécifique UE-Kazakhstan au Parlement européen.** Le Kazakhstan aujourd'hui est intégré à un groupe d'amitié regroupant les cinq républiques d'Asie centrale. Afin de promouvoir l'UE au Kazakhstan, il serait judicieux de distinguer ce pays de ces voisins. Le Parlement européen paraît être l'organe idéal pour mener une entreprise de séduction à destination des élites kazakhes. Un groupe d'amitié sert avant tout à faciliter les visites des uns et des autres. C'est ainsi un excellent moyen de valoriser les jeunes hauts fonctionnaires kazakhs en les invitant parfois à Bruxelles pour des sessions plénières et en les rencontrant sur place lors de conférences internationales ou de visites parlementaires.



Programme d'étude **ENJEUX GÉOPOLITIQUES**
Série **GÉOPOLITIQUE EUROPÉENNE**

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur www.institut-thomas-more.org

L'Europe et le bouclier antimissile américain. Impolitique et désillusions du projet européen

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 13, novembre 2007, Fr).

L'Europe et la Méditerranée : « Mare nostrum » ?

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (octobre 2007, en partenariat avec le portail d'informations « Fenêtre sur l'Europe », disponible sur le site Internet de l'ITM).

De l'Atlantique à la Caspienne : l'Europe et les enjeux eurasiatiques

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (octobre 2007, en partenariat avec le portail d'informations « Fenêtre sur l'Europe », disponible sur le site Internet de l'ITM).

12 ans de diplomatie chiraquienne : la diplomatie française au miroir du discours présidentiel

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (« GéoÉconomie », N° 40, mars 2006, Fr, disponible sur le site Internet de l'ITM).

Transformation et globalisation de l'OTAN : Débats stratégiques et enjeux géopolitiques après le sommet de Riga

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 11, mars 2007, Fr).

La France, l'Europe, l'OTAN

Entretien entre Jean-Sylvestre MONGRENIER et Pascal BONIFACE (RFI, émission « Géopolitique, le débat », 2 décembre 2006, fichier audio accessible par le site Internet de l'ITM).

La politique européenne de sécurité et de défense : ses ambitions, ses réalisations, ses limites

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (Radio France, émission « Enjeux internationaux », 17 mai 2006, fichier audio accessible par le site Internet de l'ITM).

Les paradoxes de l'atlantisme français

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (avril 2006, disponible sur le site Internet de l'ITM).

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?

Rencontre, 14 mars 2006, Paris, en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS. Intervenants : Karl HOFMANN, général Bertrand de LA PRESLE, Jean-Sylvestre MONGRENIER (Compte rendu disponible, Workink Paper N 1, avril 2006)/

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 9, mars 2006, Fr/Eng).

Quelle évolution du marché de la défense en Europe ? Le cas du secteur terrestre et aéroterrestre

Par Laetitia BLANDIN, Cyrus HODES, Antonin TISSERON (Note 5, octobre 2005, Fr, parue dans la revue « GéoÉconomie »).

Ce qui se joue à Kiev

Article collectif (« Le Figaro », 29 novembre 2004). Signataires : Galina ACKERMAN, Mihnea BERINDEI, Alain BESANÇON, Béla BORSI KALMAN, Pascal BRUCKNER, Stéphane COURTOIS, Brice COUTURIER, Chantal DELSOL, Alain FINKIELKRAUT, André GLUCKSMANN, Romain GOUPIL, Anat KALMAN, Stephen LAUNAY, Janos MARTONYI, Jean-François MATTEI, Corentin de SALLE, Françoise THOM, Sabine RENAULT-SABLONNIÈRE, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, Ilios YANNAKAKIS.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à info@institut-thomas-more.org ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Établi à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Bruxelles

Avenue Eugène Demolder, 112
B-1030 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 647 32 34
Fax : +32 (0)2 646 28 21

Paris

9, rue d'Enghien
F-75010 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

info@institut-thomas-more.org
www.institut-thomas-more.org